

Les relégations urbaines comme logiques de classe

Par Christian de Montlibert

Article paru dans *L'Humanité* le 1^{er} juin 2006

Loïc Wacquant réunit pour le lecteur français ses travaux sur l'articulation sociopolitique des ségrégations des deux côtés de l'Atlantique : Parias urbains. Ghetto. Banlieues. État, par Loïc Wacquant. Traduction Sébastien Chauvin, éditions La Découverte, 2006, 334 pages, 23 euros.

Cet ouvrage (version reprise et élargie d'articles publiés entre autres en Amérique latine et aux États-Unis) pose avec pertinence deux séries de questions, les unes scientifiques, les autres politiques.

Sur le plan scientifique, il importe d'expliquer la permanence et l'aggravation des désordres publics et des violences ethno-« raciales » des villes américaines comme il faut rendre compte de la permanence et de l'extension des inégalités et des tensions sociales des banlieues françaises. Loïc Wacquant répond en examinant minutieusement la « ceinture noire » de Chicago et la « ceinture rouge » de la région parisienne. Son travail montre on ne peut mieux que la pauvreté urbaine ne s'explique pas par des vices et des pathologies particuliers aux pauvres comme on le répète aux États-Unis ; il montre aussi que la banlieue française, quoi qu'en disent des intellectuels médiatiques en mal de vedettariat, n'évolue pas vers le ghetto américain.

La périphérie française et le ghetto états-unien restent deux formes sociales nettement distinctes dans la mesure où les histoires sociales et politiques des deux pays sont radicalement différentes : la « ceinture noire » américaine connaît une misère et une ségrégation très élevées construites sur une base « raciale » et une absence d'État providence, alors que l'exclusion sociospatiale française engendrée par des facteurs de classe exacerbés par l'immigration des anciennes colonies est malgré tout (partiellement) atténuée par des politiques d'intervention sociales de l'État.

Reste que la permanence et l'aggravation de ces situations, même si elles sont différentes des deux côtés de l'Atlantique, demandent une explication que l'auteur appelle « marginalité avancée ». Ces nouvelles formes de relégation et de fermeture des chances sociales dans des quartiers où est polarisé le maximum d'inégalités résultent de mutations déstructurantes des économies et des politiques étatiques des sociétés capitalistes occidentales. Les transformations du salariat (flexibilité et précarité) ; les attaques contre la sécurité de l'emploi, contre la sécurité des revenus, contre la sécurité au travail ; la déconnexion des fluctuations de l'économie et de l'emploi ; le chômage de masse ; la fixation dans des lieux stigmatisés ; la dilution progressive de réseaux de soutien, et enfin la « déprolétarianisation », qui prive d'une histoire et d'un destin collectif sont les caractéristiques majeures de cette « marginalité avancée ».

On comprend l'importance de cette analyse sociologique et les questions politiques qu'elle suscite. En effet ni les politiques d'aménagement de la précarité ni les politiques sociales démocrates d'atténuation des effets du « marché » ne peuvent réduire cette polarisation. Seules de nouvelles formes d'intervention politiques peuvent enrayer puis rediriger les forces structurelles qui fragmentent le marché du travail, précarisent l'emploi, maintiennent un chômage de masse, réduisent progressivement les politiques sociales.

À court terme il reste à rétablir et étendre les services de l'État pour garantir une distribution équitable de tous les biens publics de base : logement, police, scolarité, santé et revenu d'existence. Ce n'est pas une « diversité culturelle » et des « communautés » que les citoyens des quartiers de relégation réclament mais bien l'Égalité.